

Lettre ouverte contre l'instrumentalisation politique de la laïcité

Christine Delory-Momberger,
François Durpaire, Béatrice
Mabilon-Bonfils (dir.)

Edition de l'Aube, février 2017
160 pages, 17,90 €

Malgré le singulier de «lettre» dans son titre, cet ouvrage collectif nous en donne bien à lire une série, ouvrant des perspectives multiples sur la question du détournement de la laïcité. L'interrogation sur le devenir «identitaire» de la laïcité est reprise en rapport à des enjeux pluriels : les libertés des femmes, l'individuation des sujets dans un monde pluraliste...

L'ouvrage s'inscrit dans l'actualité des affaires concernant la liberté d'expression religieuse dans l'espace public, dans les effets de la peur postattentats. Cependant la mise en perspective de la focalisation de la laïcité sur l'islam («*d'une laïcité sans islam à une laïcité focalisée sur l'islam*») fait l'objet de plusieurs contributions qui permettent de construire la généalogie d'un dévoiement. Les dimensions coloniales et postcoloniales ne sont pas oubliées, que ce soit d'un point de vue historique ou politique.

L'«avertissement» situe le livre dans le moment de tous les dangers «*d'une élection décisive pour la France*», et dénonce «*l'accaparement électoraliste*» de la laïcité et «*son utilisation frauduleuse*». Les diverses contributions explicitent le glissement du thème laïque vers le thème national. Le titre d'une des contributions formule la question sous-jacente : «La laïcité, quelle définition ?»

Nous sommes, avec cette série de lettres ouvertes, au-delà d'un ouvrage simplement polémique. S'il interroge la dimension d'exclusion qui s'est emparée de la laïcité dans le début du XXI^e siècle, il invite à faire retour à une conception de la laïcité



comme inclusion. Face au vent mauvais qui fait passer la laïcité «*d'une sémantique d'accueil à une sémantique d'interdiction*», les chercheurs maintiennent l'exigence de ne pas céder aux oppositions binaires.

Le sentiment que nous garderons de cette lecture sera celui de la diversité des interventions. Les dix-huit auteur-e-s se sont donné pour tâche de répondre à l'instrumentalisation de la laïcité, mais ils manifestent l'importance de l'enjeu démocratique en n'effaçant pas leurs différences d'origine et d'options spirituelles. À côté de la rigueur d'analyse, le ton se fait parfois proche de l'intime, comme dans la contribution d'une des directrices de l'ouvrage s'achevant sur le double impératif de la compassion (elle parle des victimes de l'attentat de Nice) et de «*l'analyse clinique que permettent les sciences sociales*».

Daniel Boitier,
membre du Comité
central de la LDH



En finir avec les idées fausses sur les pauvres et la pauvreté

ATD Quart monde

Editions Quart monde, éditions
de l'Atelier, octobre 2016
224 pages, 5 €

Dans la préface, le cinéaste Costa Gavras cite une phrase de sa mère : «*N'oublie jamais que ceux qui sont repus ne croient pas ceux qui ont faim.*» Cette ignorance de la réalité de ce que représente la pauvreté pour ceux qui la vivent a de multiples conséquences, et notamment celle de faire obstacle à l'effectivité de leurs droits.

C'est pourquoi ATD Quart monde a lancé une campagne pour changer le regard sur les pauvres, pour qu'on cesse de les voir seulement «*comme des gens avec des manques*». Les outils sont multiples : film, brochure pour les élèves, BD, et ce livre de la col-

lection «*En finir avec les idées fausses*». Il s'agit de la réédition d'un livre publié en 2013, le premier de la série, vendu depuis à plus de soixante-dix mille exemplaires. Mais cette réédition a fait l'objet d'une importante refonte, qui en fait un livre nouveau.

Selon la formule de la collection, cent dix-sept idées fausses sont passées au crible pour en montrer les erreurs, caricatures, approximations. Elles sont classées en deux grands chapitres : d'abord les idées reçues sur les pauvres autour du thème «ils sont coupables», ensuite les fausses solutions autour de l'idée qu'on ne peut pas faire autrement.

Il est question dans la première partie de pauvreté, du prétendu «*assistanat*», des minima sociaux, des sans-abri, des familles pauvres, mais aussi des immigrés, des Roms, des Gens du voyage : la focale est large. Dans la seconde on traite de la protection sociale, de la santé, de l'école, du mythe de la toute puissance du marché, du travail, du logement... On peut soit les lire en suivant le plan, soit en les choisissant en fonction de ses questions ou centres d'intérêt, et un index permet des entrées par mots clés. Quel que soit le mode de lecture on y trouvera des arguments, des données, mais aussi des exemples qui contredisent les clichés d'une vision condescendante sur les pauvres. Le livre ne se contente pas de déconstruire les idées fausses : il montre aussi ce qu'il est possible de faire et quelles solutions on peut construire ensemble.

Cette réédition a reçu le soutien de quatorze partenaires (syndicats, associations, organismes publics comme le Défenseur des droits, la CNCDH, la Cnaf...): ce n'est pas un hasard car derrière l'objet affiché du livre, les enjeux sont l'effectivité de l'accès aux droits et la façon de faire société.

G. A.